

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

Convention passée en application de l'article 3 et son annexe 1 du Décret n° 2-22-431  
du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

**CV N° 001/2026/CHUIRC**  
**OBJET : CONFECTION DE PROTHESES DENTAIRES POUR**  
**LE CENTRE DE CONSULTATION ET DE TRAITEMENT**  
**DENTAIRE DU CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE IBN**  
**ROCHD DE CASABLANCA» (LOT UNIQUE).**



## I- DISPOSITIONS GENERALES

### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation a pour objet : **CONFECTION DE PROTHESES DENTAIRES POUR LE CENTRE DE CONSULTATION ET DE TRAITEMENT DENTAIRE DU CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE IBN ROCHD DE CASABLANCA» (LOT UNIQUE).**

### ARTICLE 2 : MODE DE PASSATION

La présente consultation a pour objet la conclusion d'une Convention, et ce conformément aux dispositions du Décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics. Notamment son article 3 et son annexe 1.

### ARTICLE 3 : CONSISTANCE EN LOT

- La présente convention comporte un lot unique.
- Les produits à livrer au titre du présent convention fait l'objet d'un lot unique.
- La consistance du lot unique est précisé au niveau de la convention et du bordereau des prix

## II - INSTRUCTIONS AUX CONCURRENTS

### ARTICLE 4 : COMPOSITION DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Le présent dossier de la consultation comprend :

- Un exemplaire du règlement de la consultation ;
- Un exemplaire de la **Convention**;
- Les documents annexes suivants :
  - Le modèle de la déclaration sur l'honneur
  - Le modèle de l'acte d'engagement
  - Le modèle du bordereau des prix – détail estimatif

Le concurrent devra examiner les instructions, conditions, spécifications et modèles contenus dans le dossier de la consultation. Il est responsable de la qualité des renseignements requis par les documents de la consultation et de la préparation d'une offre conforme à tous égards, aux exigences du dossier de la consultation. Toute carence peut entraîner le rejet de son offre.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de vérifier, par n'importe quel moyen, les informations données par le concurrent. Toute inexactitude dans les informations données, entraîne automatiquement le rejet de l'offre correspondante, sans préjudice de l'application des sanctions prévues par les dispositions de l'article 138 du décret précité, en cas d'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

### ARTICLE 5 : MODIFICATION DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Le Maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier de la consultation sans changer l'objet de la convention. Ces modifications doivent être communiquées à tous les concurrents, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

### ARTICLE 6 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

La présente consultation est destinée aux sociétés qui disposent des moyens humains, financiers, matériels et qui démontrent une expérience confirmée dans le domaine citées en objet.

- 6.1 - Seules peuvent participer à la présente consultation les personnes physiques ou morales qui :**
- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises,



- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles, ou à défaut de règlement, constitués des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement,
- sont affiliées à la C.N.S.S. et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de cet organisme.

**6.2 - Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :**

- les personnes en liquidation judiciaire,
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 24 ou 138 du décret précité.

## **ARTICLE 7 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET QUALITES**

Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret 2-22-431 précité, Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique.

### ***7.1 - Un dossier administratif comprend :***

**a)** La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;

- S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas

- ✓ Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
- ✓ Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
- ✓ L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

**b)** La déclaration sur l'honneur (selon le modèle 9-1 prévu par l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1689-23 du 14 hijja1444 (3 juillet 2023) pris pour l'application de l'article 153 du décret n°2-22-431 du 15 chaâbane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

**c)** La convention constitutive du groupement prévue à l'article 150 du décret n°2-22-431 ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir en plus au moment de la présentation de l'offre, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.

**d)** Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;

**e)** Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné;

**f)** Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

- **La Convention et le RC** signées aux dernières pages avec la mention manuscrite "Lu et accepté" et paraphé sur toutes les pages.

### ***7.2 - Un dossier technique comprend :***

Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

### **N.B :**

Toutes les pièces justificatives exigées par le dossier de la consultation fournies par le concurrent doivent être présentées en exemplaires originaux, ou à défaut en copies certifiées





conformes aux originaux (attestation fiscale, attestation d'affiliation à la CNSS, pièces justifiant les pouvoirs conférés, ...).

## **ARTICLE 8 : OFFRE FINANCIERE DU CONCURRENT**

**L'offre financière du concurrent doit comporter :**

- L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet de la convention conformément aux conditions prévues dans la convention et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi conformément au modèle ci-joint.

Cet acte dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB) doit être signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour la même convention.

- Le bordereau des prix -détail estimatif (B.P.D.E) établis conformément au modèle figurant dans le dossier de la consultation.

Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres **avec deux chiffres après la virgule.**

## **ARTICLE 9 : INFORMATION DES CONCURRENTS**

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, par télécopie confirmée ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant la consultation ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins 7 jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

## **ARTICLE 10 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

### **10.1 - Contenu des dossiers des concurrents**

Conformément aux dispositions de l'article 30 du Décret n° 2-22-431 précité relatif aux marchés publics, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter outre la Convention et le RC paraphés et signés :

- Un dossier administratif précité (Cf. article 7-1 ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (Cf. article 7-2 ci-dessus) ;
- Une offre financière comprenant :
  - L'acte d'engagement
  - Le bordereau des prix et détail estimatif

**NB :**

- L'acte d'engagement établi comme il est dit à l'article 30 du Décret n° 2-22-431 précité relatif aux marchés publics. Selon le modèle joint au présent règlement de consultation;

- Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du présent décret, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché. L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement;

- Le montant de l'acte d'engagement doit être indiqué en chiffres et en toutes lettres;

- Les prix unitaires du bordereau des prix, détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

**avec deux chiffres après la virgule.**

- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

-En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.



## 10.2 - Présentation des dossiers des concurrents

Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- le nom et l'adresse du concurrent,
- le numéro de la convention,
- l'objet de la convention,
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis,
- l'avertissement que "**Le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission de la consultation lors de la séance d'ouverture des plis**".

Ce pli contient deux enveloppes distinctes :

- La première enveloppe contient le dossier administratif et le dossier technique, **la Convention** signée à la dernière page avec la mention manuscrite "Lu et accepté" et paraphé sur toutes les pages. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, la mention "**Dossiers Administratif, Technique de la convention**".
- La deuxième enveloppe contient l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention "**Offre Financière**".

### ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Les plis sont au choix des concurrents :

- Soit déposés contre récépissé au secrétariat général de la Direction du CHUIR, sise à 8, Rue Lahcen El Arjoun Casablanca 20100.
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau d'ordre de la Direction du CHUIR.
- soit les remettre au président de la commission au début de la séance et avant l'ouverture des plis ;

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

- Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture.

### ARTICLE 12 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toutes les correspondances et tous les documents concernant l'offre, échangés entre le concurrent et le maître d'ouvrage, dans le cadre de la présente consultation, seront rédigés en langue française.

### ARTICLE 13 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les prix de l'offre seront libellés en dirhams.

### ARTICLE 14 : DELAI DE LA RECEPTION DES PLIS

Le délai pour la réception des plis expire le 10/12/2025 à 10 heures, date et heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.

## **III - OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN DES OFFRES**

### ARTICLE 15 : DEROULEMENT DE LA PROCEDURE D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EXAMEN DES OFFRES

La procédure d'ouverture des plis et d'examen des offres des concurrents se déroulera à huit clos en présence des membres de la commission désignés à cet effet.



#### **ARTICLE 16 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS**

La commission de la consultation apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers.

### **IV -EVALUATION ET ATTRIBUTION**

#### **ARTICLE 17 : CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES**

Après examen des dossiers administratifs et techniques, il sera procédé à l'évaluation des offres financières des concurrents sur la base de l'offre jugée la plus intéressante pour le lot unique.

L'attributaire est celui dont l'offre financière est la plus avantageuse.

#### **ARTICLE 18 : CONSULTATION DES CONCURRENTS**

Avant d'émettre son avis, la commission de la consultation peut obtenir des concurrents tout éclaircissement sur leurs offres. Ces éclaircissements, à fournir par écrit, doivent se rapporter uniquement aux documents contenus dans les offres.

#### **ARTICLE 19 : PROCES VERBAL DE LA SEANCE D'OUVERTURE DES OFFRES**

La commission de la consultation dresse le procès-verbal pour chacune de ses réunions. Ce procès-verbal ne peut être ni rendu public ni communiqué aux concurrents.

Ce procès est signé, par le président et par les membres de la commission.



ETABLI PAR : A. KARFouFw


VERIFIE PAR : L. BAHJ



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

CONVENTION N° CV 001/2026/CHUIRC

**OBJET : CONFECTION DE PROTHESES DENTAIRES POUR  
LE CENTRE DE CONSULTATION ET DE TRAITEMENT  
DENTAIRE DU CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE IBN  
ROCHD DE CASABLANCA» (LOT UNIQUE).**

LU ET ACCEPTE PAR LE FOURNISSEUR	LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE IBN ROCHD
	<div><div>Le Directeur: Pr. My. Elcham AFIF</div></div> <div>17 NOV 2025</div>